

**Appel à propositions**
**pour la mission professionnelle**
**des élèves du**

**Mastère spécialisé® *« Politiques et Action Publiques***
***pour le Développement Durable » (MS-PAPDD)***

**Promotion 2025-2026**

### Document à l’attention des organismes publics ou délégataires de services publics et des organismes privés contribuant à l’action publique,

### susceptibles d’être intéressés par l’accueil en mission d’un élève

### du MS PAPDD du 23 février au 3 juillet 2026.

**Pour toute question relative à cet appel et pour présenter une proposition,**

**vous pouvez vous adresser à :**

**AgroParisTech, unité de formation des IPEF – Agriculture, Forêt, Bioéconomie.**

**Olivier Catrou, responsable : 01 89 10 02 35 / 06 70 66 74 97,** **olivier.catrou@agroparistech.fr**

**Lorène Landrin, assistante : 01 89 10 02 18 / 07 64 50 28 35,** **lorene.landrin@agroparistech.fr**

**1 - Le MS PAPDD**

Le Mastère Spécialisé “Politiques et Action Publiques pour le Développement Durable” est opéré conjointement par l’École nationale des Ponts et Chaussées (ENPC) et AgroParisTech. Cette formation d’un an accueille des ingénieurs élèves des ponts des eaux et des forêts (IEPEF), des ingénieurs de la Ville de Paris et des auditeurs externes. Dotés d’une solide culture scientifique et technique, les élèves sont formés à élaborer, mettre en œuvre et évaluer des politiques publiques dans de nombreux domaines caractérisés par une exigence de développement durable, une gouvernance élargie et des échelles d’action multiples[[1]](#footnote-1).

L’ambition de cette formation est de préparer les élèves aux différents postes qu’ils occuperont au cours de leur carrière, en particulier dans les services ou dans les organismes dépendant des ministères chargés de la Transition Ecologique, l’agriculture, de la souveraineté alimentaire, de la forêt, etg de l’aménagement des territoires, mais aussi par exemple en collectivités territoriales, dans des structures d’études et de recherche ou au sein d’organisations internationales.

Faisant suite à un semestre d’enseignements académiques et pratiques, la mission professionnelle permet aux élèves de mettre en application les acquis de leur formation dans un cas concret relatif au développement durable.

# 2 – La mission professionnelle

La mission professionnelle plonge les élèves dans les réalités de l’action publique, en France ou à l’étranger, dans une posture de consultant. La mission qui leur est confiée doit concerner un cas ou une problématique d’action publique considérée dans tout ou partie de son déroulement : définition, problématisation, documentation et cadrage scientifique, méthode, comparaison (y compris internationale) et évaluation, propositions, mise en débat et concertation. Elle se déroule d’un seul tenant du **23** **février au 3 juillet 2026** (à noter cependant que les fonctionnaires stagiaires seront convoqués à une journée d’échange du tronc commun de la Haute Fonction Publique, probablement en mars ou mai 2026). A l’issue de la mission, l’élève doit avoir rédigé à partir de son travail une thèse professionnelle qui sera évaluée sur le plan académique. L’élève délivre donc une prestation d’expertise au cours de sa mission, qui n’est donc pas un simple stage d’immersion, d’observation ou de sensibilisation.

Une liste des sujets traités par les élèves les années passées est présentée en annexe 1.

|  |
| --- |
| Une mission professionnelle, en bref, c’est :  * Accueillir un élève en fin de formation dans une posture de consultant à demeure pendant 18 semaines

 * Bénéficier d’une expertise de haut niveau répondant à un besoin de votre organisation

 * Contribuer en lien avec un encadrant académique à la professionnalisation d’un élève du MS PAPDD

  |

 PAGE 8

# 3 - Le déroulement de la mission

La mission se déroule, au sein de l'organisme d'accueil, du 23 février au 3 juillet 2026 (18 semaines).

Une convention de mission est signée entre l’organisme d’accueil, l’élève et l’une des deux écoles, principalement en fonction des thématiques abordées et des compétences disponibles. Des missions portées conjointement par les deux écoles sont possibles. La convention de mission précise l’objet et l’organisation de la mission, sa durée et le lieu de réalisation, l’encadrement prévu par l’organisme d’accueil et par un encadrant académique ainsi que les conditions financières associées (cf. §5).

Sur le plan académique, un encadrant est désigné pour cela par l’école signataire de la convention.

L’élève est également suivi en continu par un correspondant désigné par l’organisme d’accueil. Ce dernier informe l’équipe pédagogique de toute difficulté éventuelle et maintient un contact régulier avec l’encadrant académique.

# 4 - Evaluation

À la fin de sa mission, l’élève restitue les résultats de son analyse (état des lieux, revue de la littérature, problématisation, cadre méthodologique, diagnostic et préconisations d’action publique) à l’organisme d’accueil. Il rédige un rapport couvrant ces aspects qui constitue in fine sa thèse professionnelle, et fournit également un résumé exécutif ou 4-Pages. Un document guide précisant les attendus de la formation en la matière est fourni aux élèves au début de leur mission.

L’élève soutient cette thèse devant un jury constitué par l’équipe pédagogique du MS PAPDD. L’encadrant académique et un représentant de l'organisme d'accueil y sont invités.

La remise du rapport et du 4-Pages aura lieu impérativement avant le 25 juin 2026. Les soutenances, d’une durée d’une heure, auront lieu entre le 6 au 8 juillet 2026.

La thèse professionnelle est notée, en appréciant la valeur scientifique et technique du travail, la qualité du document écrit, celle de la présentation orale et la satisfaction du responsable de l’organisme d’accueil par rapport à sa commande initiale.

# 5 - Contribution financière de l’organisme d’accueil

Il est demandé à l’organisme d’accueil une contribution globale et forfaitaire de 4 500 € TTC (6000 € pour les entreprises à but lucratif), qui fera l’objet d’une convention de prestation de service entre l’école concernée et l’organisme.

Pour les élèves non fonctionnaires, cette somme peut être utilisée, en totalité ou partie, pour couvrir les indemnités de mission.

Si pour l’exercice de leur mission les élèves sont amenés à se déplacer à partir du lieu de celle-ci, les frais afférents sont pris en charge par l’organisme d’accueil.

|  |
| --- |
| Formulaire de proposition de mission A renvoyer avant le vendredi 31 octobre 2025  |

Je soussigné(e) :

* NOM, Prénom :
* agissant en qualité de :
* au sein de l’organisme :
* adresse postale :
* adresse électronique :
* numéro de téléphone :

propose aux responsables du MS PAPDD d’accueillir en mission un élève au cours de l’année universitaire 2025-2026 et dans les conditions définies ci-après :

Intitulé de la mission professionnelle :

Contexte et problématique[[2]](#footnote-2) :

Méthodologie envisagée et livrables attendus :

Modalités pratiques[[3]](#footnote-3) :

Désignation, au sein de l’organisme, **du correspondant** de l’élève au sein de l’organisme (*encadrant professionnel*)

* NOM, Prénom :
* agissant en qualité de :
* adresse postale :
* adresse électronique :
* numéro de téléphone :

Désignation au sein de l’organisme du **responsable de la future convention** de mission

* NOM, Prénom :
* Fonction :
* adresse postale :
* adresse électronique :
* numéro de téléphone :

Dans le cas où la mission ne serait pas pourvue au 1er décembre 2025 par un auditeur du MS PAPDD, l’Ecole offre la possibilité de relayer la proposition de sujet au sein d’autres formations de l’Ecole (notamment les étudiants en 3ème année de cycle ingénieur).

Etes-vous d’accord pour relayer votre proposition dans ce cadre ?

o Oui

o Non

*Cette proposition, après acceptation par le responsable du MS PAPDD pour AgroParisTech, servira de base à l’établissement d’une convention entre l’organisme précité, l’École et l’élève. Cette convention précisera, en particulier, le calendrier de présence de l'élève au sein de l'organisme d'accueil, ainsi que la contribution financière, tels qu’évoqués dans cet appel à proposition.*

 Fait à …………, le …..............

Signature

 **Annexe 1 : liste des missions conduites les années passées**

**Promotion 2024-2025**

|  |  |
| --- | --- |
| Organisme commanditaire | Intitulé de la mission |
| CNPF | Usage des modèles Bioclimatiques dans les politiques publiques forestières |
| DDT78 | Résilience écologique et économique des exploitations agricoles : utiliser la crise pour promouvoir l'adaptation au changement climatique et la transition agroécologique dans les Yvelines |
| DDTM14 | Construire un dispositif opérationnel pour la mise en œuvre coordonnée de la Politique de la Haie sur le Calvados |
| DGAL | Coordonner et préparer les positions françaises sur la révision des normes relatives aux procédures d'importation et d'exportation de l'organisation mondiale de la santé animale OMSA |
| DRAAF Bretagne | Mesures Agro-environnementales et climatiques et autres dispositifs de soutien aux pratiques agroécologiques : comment améliorer leur mobilisation et leur efficience en réponse aux enjeux environnementaux bretons ? |
| France Stratégie | Analyse du recours aux modèles de simulation forestiers dans les exercices prospectifs d'appui à l'action publique |
| DGPE  | Evaluation des aides d'Etat au renouvellement forestier pour l'adaptation des forêts françaises à leurs nouvelles conditions climatiques |
| DDT95 | Etude du potentiel de diversification agricole dans le Val d'Oise et propositions de modalités d'actions pour aiguillonner et accompagner des transitions |
| SNV Grenoble Habitants | Évolution des modes de gestion des espaces verts de la ville de Grenoble pour poursuivre la transition écologique : quelles perceptions des habitants ? |
| DGPE | Quels rôles pour les DRAAF et les chambres d'agricultures atteindre les objectifs de santé des sols de la future directive européenne sur la santé des sols |
| ONF Aube Marne | Rénover le processus d'élaboration de l'aménagement forestier pour répondre au défi du changement climatique et conforter la résilience des forêts |
| INRAE Beta | Résilience du puits de carbone forestier et comportements des agents de la filière bois en situation de risque tempête modélisation |
| SNV Grenoble Outils | Premières étapes pour une décarbonation du service Nature en ville : quels outls de travail des jardiniers de la ville de Grenoble dans un monde à + 4C |
| DGPE BGC | Analyses des reconfigurations en cours au sein des filières grandes cultures; Facteurs explicatifs, perspectives et leviers de politique publique en faveur des objectifs de souveraineté et de transition environnementale et climatique |
| Ambassade de France Singapour | Réaliser une étude sur le secteur de l'agro-technologie à Singapour |
| DRAAF Grand Est | Expertise de la problématique posée par le développement du photovoltaisme sur les Terres Agricoles |
| DEAL Guadeloupe | Mise en place d'indicateurs de performance pour le protocole SPAW de la convention de Carthagène |
| MTE Bureau qualité de l'eau et Agriculture | Quelles perspectives pour une gestion de l’azote par objectifs de résultats dans le cadre de la politique de prévention des pollutions diffuses de l’eau par les nitrates ? – Evaluation du cadre d’expérimentation Innov’Azote. |
| ANSES | Impact d’une gestion différenciée de Xylella fastidiosa subsp. multiplex en France |
| DDT66 | Etude des conditions de développement de l'agrivoltaisme dans le département des Pyrénées orientales |
| MEAE | Evaluation de l’action bilatérale et multilatérale de la France pour lutter contre la déforestation en Afrique centrale Priorités d'action 2025-2030 |
| SGPE | Planification écologique : contribuer à l'approfondissement des COP Régionales |

**Promotion 2023-2024**

|  |  |
| --- | --- |
| Organisme commanditaire | Intitulé de la mission |
| DREAL des Pays de la Loire | Comment administrer un fonds public afin de répondre aux objectifs d’une politique publique et aux enjeux d’un territoire |
| DGITM | Comment améliorer la résilience des chaines logistiques ? Quels enjeux et quels leviers pour les acteurs publics dans un contexte de changement climatique ? |
| DGAC - Direction du transport aérien (DTA) | Réflexion sur une stratégie nationale pour les aéroports relevant de la compétence de l’Etat |
| SGPE | Déclinaison territoriale de la planification écologique : déploiement des Conférences des Parties Régionales et accompagnement à l’élaboration de feuilles de route régionales 2030 |
| DGITM | Accompagner le déploiement des infrastructures de recharge de véhicules électriques (IRVE) sur le réseau routier national |
| DGALN | Développement et déploiement d’un outil pour l’estimation des besoins en logements sociaux |
| ADEME, site de Paris | Effets distributifs de la stratégie nationale bas carbone ; Repolitiser les politiques climatiques par leurs effets distributifs |
| Ville de Paris Direction du logement et de l’habitat | Repenser la politique des loyers des logements sociaux parisiens : un levier pour améliorer la mixité sociale ? |
| Société du Grand Paris (SGP) | Adaptation des projets nouveaux de la Société des grands projets au changement climatique |
| SGPE | Planifier l’adaptation au changement climatique |
| CR Dijon | Etude des enjeux et des modalités pratiques de la démarche de territorialisation de la planification écologique portée par le Conseil Régional Bourgogne Franche Comté |
| MétéoFrance | Définition d’une méthodologie de composition du futur jeu de données pour les services climatiques de Météo-France - Entre impératifs scientifiques et besoins réels |
| DRIEAT | Enclencher une dynamique territoriale de transition juste - Cas d’école à l’ADEME Occitanie et sur la région Occitanie |
| ADEME, site de Montpellier | Transition écologique juste et planification territoriale. Application à la Région Occitanie |
| SGPE | Territorialisation de la planification écologique ; Enjeux, défis et perspectives des COPs régionales |
| Direction du budget | Financer efficacement la décarbonation du secteur résidentiel privé |
| Inspection générale des Finances - (IGF) | Favoriser le renouvellement des générations en agriculture en privilégiant l’installation par rapport à l’agrandissement lors de transmissions d’exploitations |
| Préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes | Appui au pilotage de l'implantation du futur collisionneur du CERN (FCC) Pilotage et évaluation des très grands projets scientifiques internationauxLe cas du FCC, futur collisionneur du CERN |
| DGCCRF | Le rôle de la publicité dans la transition écologique : état des lieux, perspectives et recommandations |
| Métropole de Lyon | Comment améliorer l’accès à l’eau pour tous sur le territoire de la Métropole de Lyon ? |
| SGAR Occitanie | « Petites Villes de Demain » et « Action Cœur de Ville »Élaboration d’une méthode d’analyse et d’évaluation des programmes |
| Agence nationale de l’habitat - (ANAH) | Comment favoriser les rénovations énergétiques d’ampleur en maison individuelle ? |
| Banque de France | Evaluer la transition climatique d’une entreprise |
| DHUP | Propositions d’évolution de l’action politique sur la sécurité incendie des bâtiments dans un contexte de lutte contre le changement climatique et d’incitation aux innovations |
| QuotaClimat | Plaidoyer sur une proposition de loi relative au traitement médiatique de l’urgence écologique |
| DEAL de Guadeloupe | L’apport de la Planification Ecologique dans l’action publique en faveur de la biodiversité en Guadeloupe. |
| Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) | Quel cadre réglementaire, normatif et incitatif mettre en place pour accompagner le secteur du bâtiment dans une démarche d’adaptation au changement climatique ? |
| Bpifrance | Politique sectorielle de décarbonation des portefeuilles Bpifrance: Le cas des matériaux de construction |
| Caisse des dépôts et consignations - Banque des Territoires | Evaluation de l’impact réel des rénovations énergétiques des logements sociaux et orientations de politiques publiques |
| Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée | Appels à manifestation d’intérêt nationaux et politique d’aménagement durable |
| Cour des comptes | Etat des lieux, analyse critique et propositions concernant les modalités de suivi et d’accompagnement technique, par l’Etat, de la politique territoriale de gestion de l’eau potable et de l’assainissement spécifique aux outre-mer |
| DGITM | Aménagements de sécurité sur le réseau routier national non concédé.Quelle évaluation depuis une vingtaine d'années ? |
| Conseil départemental de l'Aveyron | Aménagement de la RN 88 à 2x2 voies en traversée de l’Aveyron : financement innovant et amélioration de la prise en compte de la protection de l’environnement. |
| Société du Grand Paris (SGP) | Le pilotage de marchés de conception-réalisationQuelles conditions de réussite pour une maîtrise d’ouvrage publique ? |
| CGDD | Analyse technico-économique de la transition bascarbone via le modèle TiTAN. |
| Inspection générale des Finances - (IGF) | Amélioration du pilotage et examen de la soutenabilité financière du parc immobilier du ministère de la justice |
| Direction Générale du Trésor | Acceptabilité du déploiement des énergies renouvelables |
| DEAL de Guadeloupe | De la territorialisation de la planification écologique en outre-mer à la mobilisation d’un territoire et de ses acteurs : l’archipel guadeloupéen comme cas d’étude. |
| DGITM | Développement de l’axe Méditerranée-Rhône-Saône (MERS) : propositions concrètes pour aller vers un corridor logistique fluide et un cluster industriel décarboné |

**Promotion 2022-2023**

|  |  |
| --- | --- |
| Organisme commanditaire | Intitulé de la mission |
| DDT de la Creuse | Scénarios d'évolution de l'agriculture creusoise - ses déterminants (impact du changement climatique, marché, foncier etc...) et les leviers de politiques publiques  |
| CEREMA | Diagnostic des vulnérabilités d'un département au changement climatique |
| DGAMPA | Concevoir le cadre méthodologique national de la transition énergétique en mer et de la planification des projets éoliens correspondante, en déclinaison de la programmation pluriannuelle de l’énergie (PPE), et en anticipation des débats publics par façade maritime. |
| DGAMPA | Evaluer l’impact socio-économique des dispositifs de soutien à la marine marchande française dans un contexte politique défavorable aux mécanismes d’allègement des cotisations sociales |
| MTECT | Enjeux de conservation de la biodiversité et de la gestion de la ressource vivante en mer : focus sur l'Océan Austral et approche comparative sur d'autres régions |
| DGOM | Appui à la coordination interministérielle du plan chlordécone IV |
| MTECT | Elaboration de la politique nationale de gestion durable des ressources et des usages du sous-sol  |
| Ville de Paris | Mission prospective concernant les futurs territoires de développement urbain à Paris |
| Etablissement public du musée du Louvre | Valorisation de collections antiques au musée du Louvre à la lumière des enjeux écologiques actuels |
| DGPE | Intégration des enjeux de biodiversité aux travaux de planification écologique |
| Bpifrance | Enrichissement de l'évaluation de la maturité climatique des entreprises françaises |
| DDTM Loire Atlantique | Quels outils publics d'incitation financière aux changements de pratiques sur des captages prioritaires ? |
| Caisse des dépôts | Prioréno Logement social : doper la rénovation du parc social grâce à la data et une plateforme de place |
| MTECT | Réflexions sur le développement des services express métropolitains dans le contexte de la priorité donnée par le ministère aux transports du quotidien |
| Anah | Elaborer une stratégie d’accompagnement par l’ANAH des petites copropriétés (moins de 20 lots) en centre ancien |
| Haut Conseil pour le Climat | Evaluation des politiques publiques climatiques de la France : Réflexion méthodologique et application pour le rapport annuel du Haut conseil pour le climat |
| Ministère de l'Economie et des finances | Conception d’un dispositif permettant la réduction de la consommation énergétique du parc immobilier de l’Etat et de ses opérateurs |
| Autorité de régulation des transports | Transition écologique, crise énergétique et régulation économique : quelle prise en compte des grands défis actuels dans l’action du régulateur économique du secteur des transports? |
| Cabinet ministre en charge du numérique | Mobiliser les entreprises du numérique autour de leur impact environnemental : leviers d'action en France et benchmark des solutions à l'étranger |
| SGPE | Proposer et tester un mode d’association des collectivités et de l’Etat déconcentré à la planification écologique |
| Banque Mondiale | Improving knowledge management of energizing renewables program integration in developing countries. |
|  Métropole du Grand Paris (MGP) | Préfiguration des Analyses MultiCritères et Analyses Coûts-Bénéfices dans le cadre d’actions travaux de confortement des systèmes d’endiguement anti-crues du PAPI de la Seine et de la Marne franciliennes |
| Voies navigables de France | Assurer la performance des ouvrages fluviaux sur la Seine aval: construire une stratégie pluriannuelle de diagnostics et de rénovation |
| Haut Conseil pour le Climat | État des lieux et analyse des 22 chantiers de la planification écologique lancés par le SGPE  |
| DIAIR | Étude de l’opportunité de mettre en place un centre de ressources national pour les collectivités et les acteurs engagés dans l’intégration des réfugiés |
| Établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris | La maîtrise du risque plomb sur le chantier de la cathédrale Notre Dame deParis pour assurer l’objectif de réouverture au public à l’horizon fin 2024 |
| Ministère des Outre-mer | Conception, modélisation de politiques publiques : quelle déclinaison ultramarine des chantiers de la planification écologique ? |
| MASA | Au sein de la crise de l'influenzaaviaire hautement pathogène (IAHP) et face aux fermetures potentiellesde marchés d'exportation, quelles stratégies sont mises en place par laFrance pour soutenir les filières concernées ? |
| DRAAF Bretagne | Les dynamiques des projets alimentaires territoriaux en Bretagne: état des lieux et leviers pour une coordination facilitée |
| Institut de l’information géographique et forestière | Comment couvrir les territoires français outre-mer en image et données lidarhaute résolution ? Une réponse aux besoins d’informations pour la mise en œuvre des politiques publiques. |
| DSAC | Les nuisances sonores générées par le survol des aéronefs légers : comment mieux les objectiver et quels leviers mettre en œuvre pour les limiter sur l’île de la Réunion ?  |
| Institut de l'Engagement | Comment contribuer au passage à l'action durable du secteur privé par la Formation ?  |
| ONF | Evaluation économique des incendies d’espaces naturels Valeur des dégâts / valeur du sauvé |
| ONF | Diagnostic et plan d'actions pour le développement et la valorisation de la ressource en peuplier |
|  Préfecture de Guadeloupe | Comment l’Assistance technique de l’Etat peut-elle être un levier permettant au Syndicat Mixte de Gestion de l'Eau et de l'Assainissement de Guadeloupe (SMGEAG) de mener l’ensemble des projets structurants ? |
| MASA | Adaptation de l'agriculture au changement climatique au BCCB |
| Ville de Grenoble | Evolution du fleurissement de la vlle de Grenoble pour poursuivre la transition écologiqe: quel équilibre entre annuelles et vivaces? Quels bénéfiques économiques et écologiques? Quel impact sociologique? |
| Secrétariat Général pour les Affaires Régionales d'Auvergne-Rhône Alpes | Opérationnalisation de la décarbonation de l’industrie à l’échelle régionale : gouvernance et plan d’action pour une déclinaison territoriale compatible avec la Stratégie Nationale Bas-Carbone |
| Terre & Fils | Analyser la contribution des savoir-faire patrimoniaux au développement local |
| IGF | Data scientist au pôle Science des données de l'Inspection générale des finances  |
| DDT Essonne | Favoriser la résilience de l'agriculture Essonienne face aux effets du changement climatique et à la disponibilité des ressources en eau |
| Ville de Paris | Refonte de la Stratégie de Résilience de Paris |
| Commission de régulation de l'énergie | Analyse et perspectives du développement des PPA en France (contratsexistants et futurs appels d'offres dits « mixtes ») |
| Centre Pompidou | Étude sur les moyens et leviers d'action du Centre Pompidou pour améliorer sa prise en compte des enjeux environnementaux |
| Cour des comptes | Étude de la faisabilité d'une évaluation de la politique publique de soutien au développement du biogaz |
| Préfecture de Guadeloupe | Fluidifier les relations entre l’Etat, les élus et les usagers dans le cadre du redressement du syndicat des eaux de Guadeloupe.  |
| ONF | Place de la modélisation numérique dans la prévention des risques de montagne |
| Ile de France Mobilité | Contribution à l’élaboration du plan d’actions du futur Plan des mobilités d’Île-de-France 2030 |
|  SGPE | Planification et différenciation territoriales de la transition écologique : analyse de l’état des lieux et appui à la stratégie |

1. *Parmi lesquels, l’agriculture, l’alimentation, l’aménagement du territoire, l’aviation civile, le développement socioéconomique urbain et rural, l’environnement, l’eau et la mer, la pêche, l’énergie, l’habitat et le logement, les infrastructures, l’ingénierie urbaine, la météorologie, la protection des ressources naturelles et de la biodiversité, la prévention des risques et la gestion des crises, les transports.* [↑](#footnote-ref-1)
2. comprenant possiblement une description de votre organisme. [↑](#footnote-ref-2)
3. condition d’accueil, contacts, moyens mis à disposition. [↑](#footnote-ref-3)